

*Les subsides*

Je ne suis pas tout à fait sûr, toutefois, de la contre-offre que le Conseil du Trésor, selon le député, a faite en réponse à la demande d'augmentation de l'ordre d'un million de dollars. Si je ne m'abuse, le ministre a, en effet, demandé un million de dollars de plus et nous avons discuté de la possibilité d'utiliser les fonds prévus sous d'autres rubriques dans le budget de l'Office, et qui, pour une raison ou une autre, seraient devenus disponibles. Voilà où en est la question. Nous attendons des renseignements sur la possibilité d'utiliser les fonds qui n'auraient pas encore servi. Nous comprenons la situation difficile de l'Office national du film, mais devant le déficit stupéfiant auquel nous devons faire face, nous hésitons beaucoup à prendre tout nouvel engagement qui pourrait être évité.

**M. MacLellan:** Monsieur le président, j'aimerais en premier lieu faire une observation générale sur ce que le ministre des Pêches cherche à faire ici. En ce qui concerne l'ensemble de son programme très élitiste—le gouvernement semble vouloir s'inspirer de l'examen mené par l'Agence d'examen de l'investissement étranger, en donnant à une industrie de l'extérieur le libre accès au marché canadien, sans aucune forme de contrôle, comme dans le cas de Petro-Canada, où il veut céder l'industrie pétrolière nationale à des multinationales. Le gouvernement augmente le taux d'intérêt au point que les petites entreprises ne pourront plus faire face à la concurrence.

Je vois sourire le président du Conseil du Trésor. Eh bien, il a de quoi sourire, car ce n'est qu'à lui qu'il faut imputer la responsabilité des programmes élitistes mis en vigueur par le gouvernement. Le ministre sourit. Il sait qu'à diverses reprises, je suis intervenu au nom des provinces de l'Atlantique, et notamment au nom de l'industrie de la houille; à Sydney, il a déjà fallu annuler quelque sept ou huit livraisons par bateau en raison du manque de charbon. Mais cela importe peu ministre. Il lui importe peu qu'on puisse vendre le charbon. Le gouvernement n'a pas prévu dans son programme d'investir dans des régions où le besoin se fait sentir, mais plutôt dans des régions qui n'en ont pas besoin, pour faire profiter les riches. N'est-ce pas exact? Je dois admettre qu'il y a une chose que vous faites très bien. Quand des membres du gouvernement parlent, vos lèvres ne bougent même pas. C'est tout à fait remarquable.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacLellan:** En ce qui concerne la pêche, je dois dire que le ministre des Pêches semble s'intéresser particulièrement aux entreprises de conditionnement au détriment du secteur de la pêche tout entier. Le ministre des Pêches peut-il me dire combien de faillites il a vu depuis quatre ans parmi les conditionneurs? Ces derniers doivent bien sûr être pris en considération, car ils sont très importants, mais les plus importants sont les pêcheurs côtiers, et je dis au ministre qu'il les a complètement négligés. Il a négligé non seulement leur profession, mais aussi leur mode de vie.

Il semble que le gouvernement est bien décidé à se désintéresser totalement de ces pêcheurs, à ne faire aucun cas de leurs droits de travailler dans les villages et les régions où ils exercent leur métier depuis toujours, et à leur retirer leur gagne-pain. Que dit le ministre des Pêches aux habitants des

petits villages des Maritimes quand il leur rend visite? Que leur dit-il quand ils lui expliquent qu'un palangrier de 53 pieds coûte aujourd'hui \$500,000 et que le gouvernement a supprimé les possibilités de financement pour ces bateaux? Que leur dit-il quand ils lui demandent comment ils vont faire pour gagner leur vie?

Je prie le ministre de reconsidérer sa politique concernant le financement des bateaux destinés à la pêche côtière et de reconsidérer les politiques qui intéressent ces pêcheurs. Je lui demande de revoir les politiques qu'il a mises en œuvre depuis qu'il est au pouvoir en ce qui a trait à la pêche au crabe. En permettant à de gros bateaux de pénétrer dans le golfe, il a porté un sérieux coup à cette activité qui commence seulement à devenir rentable pour les pêcheurs de l'Île du Cap-Breton.

Je lui demande de reconsidérer sa position sur la pêche au calmar. Il a prêté une oreille bienveillante aux conditionneurs quant ils lui ont affirmé qu'ils n'achètent plus de calmars bien qu'il y en ait actuellement une surabondance.

● (1500)

Mais le raisonnement ne s'arrête pas là. La cause des petits pêcheurs côtiers n'a pas encore été entendue. Si l'offre répond à la demande d'encornets, c'est que les conditionneurs ont déjà rempli leurs congélateurs d'encornets achetés à un prix inférieur au prix actuel du marché. Que peuvent faire les pêcheurs côtiers? Vers qui peuvent-ils se tourner? Ils ne peuvent s'adresser au ministre, car il reste sourd à leurs requêtes.

**M. LeBlanc:** Ils ne peuvent s'adresser au gouvernement de la Nouvelle-Écosse.

**M. MacLellan:** La preuve a été faite qu'ils ne peuvent s'adresser au gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Ce que veulent les pêcheurs, c'est de pouvoir vendre leurs prises d'encornets bord-à-bord. De l'avis du ministre, c'est impossible. Comment peut-il affirmer qu'il y a surabondance d'encornets sur le marché? C'est ce qu'affirment les conditionneurs parce qu'ils ne veulent plus en acheter. Mais comment vérifier leurs dires?

Nous connaissons bien les habitudes migratoires de certaines espèces de la côte atlantique, mais que savons-nous de celles des encornets? Comment savoir quand ils vont revenir? Où nous renseigner sur leur migration? Comment peut-on dire que le marché est saturé à l'heure actuelle? S'il y a toujours des acheteurs, pourquoi ne pas permettre aux pêcheurs de vendre leurs prises bord-à-bord? Si les pêcheurs sont laissés à la merci des conditionneurs, non seulement eux-mêmes vont-ils en souffrir, mais les conditionneurs aussi.

Si le ministre et le gouvernement paralysent le pêcheur côtier en lui interdisant de pêcher à sa guise, comment va-t-il gagner sa vie? Comment les conditionneurs pourront-ils maintenir les établissements qu'ils exploitent au milieu des villages de pêcheurs? Les conserveries vont fermer et cela entraînera des répercussions. Tout cela sera la faute de la politique du gouvernement actuel, et je pense que les pêcheurs côtiers ont raison de s'opposer unanimement aux politiques du ministre. Assurément, ces politiques désavantagent toute la région atlantique.